



Chirac en campagne... pour le Medef

Chirac, fonction oblige, n'arrête pas de présenter ses vœux. C'est l'occasion pour lui de sortir d'un long silence pour essayer de reprendre l'initiative. Le gouvernement Raffarin plongeait dans les sondages, Chirac cherche à mobiliser sa majorité pour tenter de renverser la tendance à l'approche des élections régionales de mars. Mais il n'a d'autres recettes que celles de Raffarin, les grands discours, la démagogie, pour relancer une politique de contre-réformes, contraire aux intérêts de la population, mais au service de ses commanditaires, les patrons. Les grandes phrases sur la défense de la République et de l'emploi sont bien impuissantes à masquer les mauvais coups portés au monde du travail. Elles ne font que révéler l'hypocrisie de Chirac le menteur.

ENCORE DES CADEAUX AU PATRONAT...

Pour relever « le défi collectif » de la défense de l'emploi, Chirac n'a fait que multiplier les étrennes pour les patrons et les classes riches. Il veut « mettre en œuvre un grand plan pour le développement de l'entreprise personnelle », c'est à dire leur donner de nouvelles facilités financières et fiscales. Il veut les protéger de la faillite par une loi dit « de sauvegarde sur les entreprises » en dégageant les gros actionnaires de l'obligation de faire face à leurs dettes. Et surtout, il veut supprimer la taxe professionnelle.

Pour le moment, il s'est contenté, si l'on peut dire, de la supprimer sur les nouveaux investissements jusqu'en 2005. C'est un moyen de financer ouvertement le patronat.

Et en prime, il a promis de continuer de diminuer les impôts au profit des plus riches...

ET DE NOUVELLES ATTAQUES CONTRE LES TRAVAILLEURS

Prétendre relancer l'économie en multipliant les subventions au patronat et aux gros actionnaires n'est qu'une fois de plus un cadeau. Ces subventions multiples, ce sont les salariés, les chômeurs, toute la population qui les payent.

Pour le monde du travail, les étrennes de Chirac, c'est la suppression des indemnités pour plus de 180 000 chômeurs.

Ce sont les licenciements collectifs ou individuels qui ne cessent de se multiplier.

Ce sont les salaires bloqués alors que les prix augmentent.

Ce sont les attaques contre les services publics. La principa-

le cible des réformes à venir, c'est la Sécurité sociale et les hôpitaux. Le gouvernement veut faire des hôpitaux publics des entreprises privées soumises aux impératifs de la rentabilité et de la concurrence. Il veut remettre en cause la Sécurité sociale en institutionnalisant une santé pour les classes aisées et une santé pour les classes populaires.

Les plans du gouvernement ne s'arrêtent pas là. Sous couvert de « dialogue social », il s'attaque au droit du travail, prétend généraliser la précarité, limiter le droit de grève.

UN PLAN POUR LES LUTTES

Face à ce plan de bataille du patronat et de son gouvernement contre les salariés et la population, il nous faut opposer nos propres réponses, un plan d'urgence sociale.

Contre le chômage, nous exigeons l'interdiction des licenciements.

Contre la dégradation des conditions de vie, la baisse de la consommation, nous exigeons une hausse de l'ensemble des salaires, à commencer par les minima sociaux, le SMIC, et les retraites.

Il faut donner la priorité au service public. Il faut arrêter les subventions à fonds perdus au patronat et utiliser cet argent à l'embauche dans les hôpitaux, à la poste, à la SNCF, dans l'enseignement...

Face à des capitalistes soucieux de leurs seuls profits, il faut imposer le droit de contrôle des travailleurs et de la population sur la marche des entreprises et de l'Etat.

Oui, pour enrayer la crise que prépare la folle avidité des classes dominantes, il faut s'en prendre directement aux droits de la propriété privée d'une minorité sur les entreprises et les services qui sont des biens sociaux.

Chirac est en campagne pour le Medef, les militants de la Ligue communiste révolutionnaire avec ceux de Lutte ouvrière sont, eux, en campagne pour défendre les exigences du monde du travail.

Pour les élections régionales de mars, et surtout, tous les jours dans les entreprises et les quartiers.

Le 12/01/04